

Inégalités patrimoniales, moralisme et passeport

(Pour publication dans la Libre Entreprise)

Le livre de Thomas Piketty, intitulé « Le capital au XXI^e siècle », connaît un succès planétaire inégalé. Professeur à l'École d'économie de Paris et conseiller de Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle de 2007, Piketty réalise des travaux originaux sur les inégalités patrimoniales dans les pays industrialisés. Cet ouvrage mérite d'être lu et relu. Considérons, par exemple, le « dilemme de Rastignac », ce personnage de Balzac qui hésitait entre travailler ou épouser une riche héritière. Au 19^{ème} siècle, épouser une très riche héritière (parmi les 1% des héritages les plus élevés) permettait d'atteindre 25 fois le niveau de vie des « 50% des emplois les moins bien payés ». Aujourd'hui, le multiple est tombé à 10. Ce rapport est également celui qui existe, depuis le 19^{ème} siècle, entre les « 1% des emplois les mieux payés » et les « 50% des emplois les moins bien payés ». Considérons également la « part des patrimoines hérités dans le patrimoine total » : elle est aujourd'hui égale à 70% environ, proche de son niveau enregistré au début du 20^{ème} siècle, en France en tout cas. Cependant, même si les inégalités patrimoniales se sont *légèrement* accrues depuis le début des années 1970, elles restent bien inférieures aujourd'hui à ce qu'elles étaient au début du siècle. En Europe, en 1910, le centile supérieur (1%) de la population détenait environ 60% du patrimoine total ; cette part est tombée à 20% en 1970 et est remontée à 25% aujourd'hui. Même si les inégalités (de revenus) sont croissantes depuis le grand ralentissement économique des pays industrialisés, le capitalisme au 21^{ème} siècle n'a rien à voir avec celui dont Marx avait si bien décrit, et si mal prédit, la dynamique au 19^{ème} siècle.

Piketty en est conscient naturellement, mais il commet l'erreur qu'ont commise, en leur temps, d'autres économistes prophétiques, tels que Malthus, Ricardo ou Marx : celle de croire qu'il est encore possible aujourd'hui d'édicter de « grandes lois économiques », immuables et déterministes, alors que les évolutions économiques sont fondamentalement endogènes à la dynamique de nos institutions socio-politiques, dont l'objectif est notamment de réglementer le fonctionnement des marchés, y compris le « marché politique ». Daron Acemoglu (MIT) et James Robinson (Harvard) l'ont bien compris : leur analyse de la dynamique du capitalisme est bien plus modeste et contextuelle que celle de Piketty. Viendra sans doute un jour où le citoyen prendra conscience de sa dépendance malade au « pouvoir d'achat » et considérera le capitalisme comme un système archaïque et dépassé ; mais personne ne peut sérieusement en prédire la fin, hormis les idéologues.

L'analyse de Piketty sur le plan positif (ou « factuel ») est riche d'enseignements ; celle qu'il réalise sur le plan normatif ne l'est pas. Le saut quantique qu'il effectue entre les deux est raté. Le Piketty prophétique souligne que la « force fondamentale de divergence » du capitalisme provient de la différence positive et croissante qui existerait entre le taux d'intérêt réel (r), dont bénéficie « le capitaliste », et le taux de croissance à long terme de l'économie (g), dont bénéficie « le travailleur ». Précisons qu'il est *souhaitable* que cette différence soit positive, sachant qu'elle ne l'est pas toujours. Comment pourrions-nous rémunérer la prise de risque autrement ?

Sur le plan empirique, rien n'indique, dans l'ouvrage ou ailleurs, que cette différence entre r et g conduira à un creusement des inégalités patrimoniales dans le futur. Les différentes études empiriques montrent plutôt que l'augmentation des inégalités, depuis les années 1970, a principalement été due aux inégalités de *revenus* entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, évoluant dans des secteurs protégés ou exposés ; elle ne s'explique pas par « la rente » croissante que le capitaliste tirerait de son héritage. Le niveau d'éducation est, ici, la clé du problème. Cette différence entre r et g ne conduit pas non plus à une augmentation *automatique* de la part que le capital tirerait des richesses nationales. Cette augmentation de la part du capital provient plutôt des

inégalités d'accès à la propriété immobilière. Enfin, qu'elle soit intergénérationnelle ou non, une mobilité sociale, même réduite, permettant aux pauvres de devenir riches et empêchant les riches de le rester, invalide l'hypothèse d'un creusement *structurel* des inégalités patrimoniales.

Aujourd'hui, ce n'est pas tant la montée des inégalités patrimoniales que nous devons craindre mais celle des populismes : l'économisme, d'une part, plutôt de « droite », et le moralisme, d'autre part, plutôt « de gauche ». Sortons de cette dichotomie stérile. Cessons de penser que la maximisation de l'utilité personnelle peut résoudre tous les maux de la terre. Cessons d'ostraciser les minorités en recourant à des arguments moraux fallacieux, que ces minorités soient représentées par les victimes (« le petit ouvrier » nationaliste) ou les bourreaux (le « grand capitaliste » cosmopolite).

Evidemment, la répartition des richesses importe, celle du pouvoir et des chances avant tout ; mais il reste préférable de vivre dans une société inégalitaire, dans laquelle le sort des plus défavorisés s'améliore, que dans une société égalitariste, dans laquelle tout le monde s'appauvrit. La crise financière nous a rappelé les méfaits de l'économisme ; malheureusement, nous y répondons par un moralisme qui ouvre toute grande la porte au plus grand de tous les maux : l'extrémisme politique, de gauche comme de droite.

En réalité, nous ignorons la plus grande source d'inégalité, celle qui provient de notre « passeport ». Avant d'être riches ou pauvres, nos grands-parents étaient « blancs, bleus, belges » ; ils nous ont ouvert les portes d'une prospérité relative, que nous n'avons pas méritée davantage que ceux qui traversent aujourd'hui la Méditerranée. Au bout du compte, nous nous soucions davantage de notre portefeuille (et de celui de notre voisin) que du destin des 17% de la population dans les pays en voie de développement, qui vivent avec 1,25 dollar par jour, tout au plus.

Mikael PETITJEAN

Professeur à la Louvain School of Management, UCLouvain